

Art. 13. De wijzigingsbepalingen van dit besluit zijn van toepassing op alle subsidie-aanvragen die na de inwerkingtreding van dit besluit ingediend worden krachtens het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Art. 14. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 14 januari 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200247]

14 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 10 juin 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er} et § 6, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 8, rétabli par la loi du 30 mars 1994, § 1^{er}, modifié par la loi du 22 décembre 2003, § 6, modifié par la loi du 7 avril 1999 et la loi du 5 mars 2002 et § 11, inséré par la loi du 8 avril 2003;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er} et § 6, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu le rapport du 31 août 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 août 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 2015;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi A/15/14 du 2 octobre 2015;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie A.1247, donné le 5 octobre 2015;

Vu le protocole n° 682 du Comité de secteur XVI, établi le 16 octobre 2015;

Vu l'avis n° 58.565/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 juin 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er} et § 6, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots "le Ministre de l'Emploi et du Travail" sont remplacés par les mots "le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions".

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 avril 1995, 3 février 1997, 27 janvier 2006 et 11 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "Office national de l'Emploi" sont chaque fois remplacés par les mots "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

2^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application du présent arrêté, on entend par l'agent : l'agent de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que visé aux articles 1^{er} des arrêtés du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et le membre du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel que visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

3^o à l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots "Le nombre maximum d'agents" sont remplacés par les mots "Dans la limite de l'effectif transféré de l'Office national de l'Emploi et dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible pour les Agences locales pour l'Emploi, le nombre maximum d'agents".

Art. 3. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 2/1 à 2/5 rédigés comme suit :

« Art. 2/1. L'agent mis à disposition est sous l'autorité administrative du FOREm.

Le FOREm désigne un Coordinateur de l'ensemble des activités des ALE et au minimum quatre Coordinateurs territoriaux pour assurer le relais entre le FOREm et les agents mis à disposition au sein des ALE.

En qualité de responsable fonctionnel de l'agent mis à disposition au sein de l'ALE, le Président de l'ALE, dénommé ci-après "le Président", ou son délégué répartit les différentes tâches entre les membres de son équipe, en concertation avec le Coordinateur territorial.

Art. 2/2. § 1^{er}. La gestion des prestations des agents mis à disposition est assurée conjointement par le Président ou son délégué et par le Coordinateur territorial.

Le contrôle des présences et du respect des périodes d'ouverture s'effectue au sein de l'ALE par le Président ou son délégué. En cas d'irrégularité constatée, le président ou son délégué notifie celle-ci dans les quinze jours au Coordinateur territorial.

Le Coordinateur territorial peut contrôler la présence effective de l'agent mis à disposition.

Un accès distant via une application web utilisée par le FOREm est fourni aux agents mis à disposition, via l'utilisation d'un digipass afin d'introduire les demandes d'absence.

Le Président ou son délégué fixe le planning des congés, dont les éventuels jours fériés prévus dans le règlement de travail de l'ALE, qui viennent s'ajouter aux jours fériés légaux et à ceux prévus dans le Code de la Fonction publique wallonne, ainsi que des dispenses, applicables dans la commune, et en informe le Coordinateur territorial, lequel transmet l'information au Service gestion des prestations du FOREm.

L'agent mis à disposition qui souhaite prendre un ou plusieurs jours de vacances annuelles ou de récupération, se concerta avec ses collègues ou ceux du groupe d'ALE dont il fait partie, pour que l'offre de service soit assurée. Il en informe par courriel le Président ou son délégué en lui indiquant la mesure d'organisation prévue, avec copie au Coordinateur territorial. Il introduit ensuite sa demande préalable de congé dans l'application web.

Le Coordinateur territorial valide les absences dans l'application web, organise les remplacements si nécessaire ou refuse, le cas échéant, les demandes de congés si aucune solution ne peut être dégagée.

Le Président ou son délégué et le Coordinateur territorial remettent un avis motivé sur les autres demandes de congés ou d'absences introduites conformément à la réglementation en vigueur.

En cas d'absence pour maladie, l'agent mis à disposition respecte la procédure prévue dans le règlement de travail du FOREm. Le Coordinateur territorial informe le Président ou son délégué de l'absence et de sa durée.

§ 2. Les missions effectuées dans le cadre des activités de l'ALE sont à charge de l'ALE et ne donnent pas droit à intervention du FOREm dans les frais de déplacement. Quand l'agent détaché effectue un remplacement dans une autre ALE, l'ALE bénéficiaire du remplacement prend en charge, le cas échéant, les frais inhérents au déplacement.

Seuls les frais exposés lors de missions à l'initiative du FOREm sont prises en charge par ce dernier : les frais de séjour et les frais de transports en commun ou les indemnités kilométriques en cas d'utilisation du véhicule personnel, selon la réglementation en vigueur.

L'utilisation d'un véhicule motorisé personnel dans le cadre de missions à l'instigation du FOREm nécessite une autorisation de sa part. Dans ce cas, l'agent détaché bénéficie pour les missions d'une assurance omnium souscrite par le FOREm.

§ 3. En qualité de membre du personnel du FOREm, les agents mis à disposition au sein des ALE sont soumis aux dispositions relatives aux accidents de travail ou sur le chemin du travail applicables au FOREm, et sont couverts par la police d'assurances Accidents du travail souscrite par le FOREm.

Art. 2/3. § 1^{er}. Le détachement des agents visé à l'article 2 est à durée indéterminée. Le FOREm peut y mettre fin à tout moment sans préavis, ni indemnité.

En cas de besoin en personnel, dans la limite de l'effectif transféré et dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible, le Président introduit une demande de personnel auprès de la Direction générale des Ressources humaines par l'intermédiaire du Coordinateur territorial.

§ 2. En cas de manquement de l'agent mis à disposition, le Président ou son délégué informe le Coordinateur territorial. Les règles et procédures d'évaluation, disciplinaires, de pénalités et de licenciement applicables à cet agent mis à disposition sont celles en vigueur au sein du FOREm.

Art. 2/4. Les informations générales à caractère officiel adressées par le FOREm aux agents détectés sont transmises au Président.

L'agent mis à disposition accède à distance à l'application web et en partie à l'intranet du FOREm, via un digipass. L'agent mis à disposition peut prendre connaissance de l'information générale à caractère officiel ainsi que des éléments relatifs à la situation administrative et pécuniaire, aux appels à candidature, à l'organisation de concours ou d'examens et aux évolutions réglementaires.

En matière informatique, l'ALE assure la gestion et la maintenance de son réseau informatique ainsi que de ses outils en toute autonomie et indépendance.

Art. 2/5. Tout litige ou désaccord portant sur les relations entre le FOREm et une ALE qui ne peut être réglé par le Président et le Coordinateur de l'ensemble des activités des ALE est soumis à l'Administrateur général du FOREm. »

Art. 4. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 avril 1995 et 11 décembre 2006, les mots "L'Office national de l'Emploi" sont remplacés par les mots "Le FOREm".

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Art. 6. La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 janvier 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200247]

14 JANUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 1994 houdende de uitvoering van artikel 8, § 1 en § 6, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 8, opnieuw opgenomen in de wet van 30 maart 1994, § 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, § 6, gewijzigd bij de wet van 7 april 1999 en de wet van 5 maart 2002 en § 11, ingevoegd bij de wet van 8 april 2003;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1994 houdende de uitvoering van artikel 8, § 1 en § 6, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het rapport van 31 augustus 2015, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 augustus 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 september 2015;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), A/15/14 van 2 oktober 2015;

Gelet op het advies nr. A.1247 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 5 oktober 2015;

Gelet op protocol nr. 682 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 16 oktober 2015;

Gelet op advies nr. 58.565/4 van de Raad van State, gegeven op 16 december 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juni 1994 houdende de uitvoering van artikel 8, § 1 en § 6, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders worden de woorden "de Minister van Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden de "Minister bevoegd voor Tewerkstelling".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de Koninklijke besluiten van 6 april 1995, 3 februari 1997, 27 januari 2006 en 11 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" worden telkens vervangen door de woorden "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

2° er wordt tussen de eerste en de tweede leden een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder ambtenaar: de ambtenaar van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" zoals bedoeld in de artikelen 1 van de besluiten van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en houdende het statuut van de ambtenaren van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en het contractuele personeelslid van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand »;

3° in het voormalige tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "Het maximum aantal agenten" vervangen door de woorden "Binnen de perken van de overgeplaatste personeelsleden van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en binnen de perken van de voor de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen beschikbare budgettaire enveloppe worden het maximum aantal ambtenaren en het niveau ervan per plaatselijk werkgelegenheidsagentschap vastgesteld door".

Art. 3. In hetzelfde besluit worden de artikelen 2/1 tot 2/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/1. De ter beschikking gestelde ambtenaar valt onder het administratieve gezag van de "FOREm".

De "FOREm" wijst een coördinator voor het geheel van de activiteiten van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en minstens vier territoriale coördinatoren aan om voor het contact tussen de "FOREm" en de binnen de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen ter beschikking gestelde ambtenaren te zorgen.

Als functionele verantwoordelijke voor de binnen het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap ter beschikking gestelde ambtenaar, verdeelt de voorzitter van het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap, hierna "de voorzitter" genoemd, of zijn afgevaardigde de verschillende taken tussen de leden van zijn ploeg in overleg met de territoriale coördinator.

Art. 2/2. § 1. Het beheer van de prestaties van de ter beschikking gestelde ambtenaren wordt gezamenlijk door de voorzitter of zijn afgevaardigde en door de territoriale coördinator waargenomen.

De controle op de aanwezigheden en de naleving van de openingsperiodes wordt binnen het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap door de voorzitter of zijn afgevaardigde uitgevoerd. In geval van vastgestelde onregelmatigheid betekent de voorzitter of zijn afgevaardigde ze binnen vijftien dagen aan de territoriale coördinator.

De territoriale coördinator kan de werkelijke aanwezigheid van de ter beschikking gestelde ambtenaar controleren.

Een toegang op afstand via een door de "FOREm" gebruikte webapplicatie wordt aan de ter beschikking gestelde ambtenaren via het gebruik van een digipass bezorgd om de afwezigheidsaanvragen in te dienen.

De voorzitter of zijn afgevaardigde bepaalt de planning van de verloven waaronder de eventuele verlofdagen bedoeld in het arbeidsreglement van het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap die komen bij de wettelijke verlofdagen en bij de dagen voorzien in de Waalse Ambtenarencode alsook van de in de gemeente toepasselijke afwijkingen en informeert de territoriale coördinator daarvan die de informatie meedeelt aan de dienst "Beheer van de prestaties" van de "FOREm".

De ter beschikking gestelde ambtenaar die één of meer jaarlijkse vakantiedagen of compensatieverlofdagen wenst te nemen, pleegt overleg met zijn collega's of met die van de groep van het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap waarvan hij deel uitmaakt zodat het dienstaanbod wordt verzekerd. Hij informeert de voorzitter of zijn afgevaardigde per mail daarvan met vermelding van de voorziene organisatiemaatregel en stuurt een afschrift aan de territoriale coördinator. Hij dient daarna zijn voorafgaandelijke aanvraag om verlof via de webapplicatie in.

De territoriale coördinator valideert de afwezigheden in de webapplicatie, organiseert, indien nodig, de vervangingen of weigert, in voorkomend geval, de verlofaanvragen indien geen enkele oplossing wordt gevonden.

De voorzitter of zijn afgevaardigde en de territoriale coördinator brengen een gemotiveerd advies uit over de andere aanvragen om verlof of afwezigheden die overeenkomstig de vigerende regelgeving zijn ingediend.

In geval van afwezigheid wegens ziekte leeft de ter beschikking gestelde ambtenaar de in het arbeidsreglement van de "FOREm" bedoelde procedure na. De territoriale coördinator informeert de voorzitter of zijn afgevaardigde over de afwezigheid en de duur ervan.

§ 2. De opdrachten uitgevoerd in het kader van de activiteiten van het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap zijn ten laste van bedoeld agentschap en geven geen recht op een tegemoetkoming van de "FOREm" in de reiskosten. Wanneer de gedetacheerde ambtenaar een vervanging in een ander plaatselijk werkgelegenheidsagentschap uitvoert, neemt bedoeld agentschap de aan de verplaatsing inherente kosten ten laste.

Alleen de kosten gemaakt tijdens opdrachten uitgevoerd op initiatief van de "FOREm" worden door laatstgenoemde ten laste genomen: de verblijfkosten en de kosten voor het openbaar vervoer of de kilometervergoedingen in geval van gebruik van het persoonlijke voertuig volgens de vigerende regelgeving.

Het gebruik van een persoonlijk motorvoertuig in het kader van opdrachten op initiatief van de "FOREm" vereist een vergunning van deze dienst. In dit geval geniet de gedetacheerde ambtenaar voor de opdrachten een omniumverzekering die door de "FOREm" is gesloten.

§ 3. Als lid van het personeel van de "FOREm" worden de binnen de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen ter beschikking gestelde ambtenaren onderworpen aan de bepalingen betreffende de arbeidsongevallen of de ongevallen op de weg naar het werk en terug die op de "FOREm" van toepassing zijn en worden gedekt door de verzekeringspolis "Arbeidsongevallen" gesloten door de "FOREm".

Art. 2/3. § 1. De in artikel 2 bedoelde detachering van de ambtenaren heeft een onbepaalde duur. De "FOREm" kan hieraan op elk ogenblik zonder opzegging, noch vergoeding een einde stellen.

In geval van behoefte aan personeel en binnen de perken van de overgeplaatste personeelsleden en van de beschikbare budgettaire enveloppe dient de voorzitter een aanvraag om personeel bij het Directoraat-generaal Human Resources via de territoriale coördinator in.

§ 2. In geval van inbreuk van de ter beschikking gestelde ambtenaar informeert de voorzitter of zijn afgevaardigde de territoriale coördinator daarvan. De regels en procedures inzake evaluatie, discipline, straf en ontslag die van toepassing zijn op deze ter beschikking gestelde ambtenaar zijn degene die binnen de "FOREm" vigerend zijn.

Art. 2/4. De algemene informatie met een officieel karakter die door de "FOREm" aan de opgespoorde ambtenaren wordt gericht, wordt aan de Voorzitter overgemaakt.

De ter beschikking gestelde ambtenaar heeft via een digipass toegang op afstand op de webapplicatie en gedeeltelijk op de intranet van de "FOREm". De ter beschikking gestelde ambtenaar kan kennis nemen van de algemene informatie met een officieel karakter alsook van de elementen betreffende de administratieve en geldelijke toestand, van de oproepen tot de kandidaten en van de organisatie van vergelijkend examens of examens en van de reglementaire ontwikkelingen.

Inzake informatica zorgt het plaatselijke werkgelegenheidsagentschap volledig autonoom en onafhankelijk voor het beheer en het onderhoud van zijn informaticanet en voor zijn werktuigen.

Art. 2/5. Alle geschillen of onenigheden m.b.t. de betrekkingen tussen de "FOREm" en een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap die niet door de voorzitter en de coördinator van het geheel van de activiteiten van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen geregeld kunnen worden, worden onderworpen aan de administrateur-generaal van de "FOREm". »

Art. 4. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de Koninklijke besluiten van 6 april 1995 en 11 december 2006 worden de woorden "De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" vervangen door de woorden "De FOREm".

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

Art. 6. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 januari 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX